

LA TOTAL DES BANQUES FRANÇAISES

PÉRILS EN EAUX TRÈS PROFONDES

JUILLET 2018



EN PARTENARIAT AVEC



« Pour répondre à la demande mondiale d'énergie, nous nous sommes lancés dans une aventure humaine, technologique et industrielle exceptionnelle afin d'accéder aux réserves pétrolières et gazières situées dans les grands fonds marins. » Total¹.

En réponse à l'urgence climatique et à la pression des ONG, les banques françaises ont toutes adopté des politiques qui restreignent leurs financements aux énergies fossiles.

Car un grand nombre de rapports l'affirment : non seulement la majeure partie de nos réserves en énergies fossiles ne doit pas être exploitée mais il nous faut engager dès maintenant la fermeture des infrastructures existantes afin d'assurer la décarbonation totale du secteur énergétique à temps pour limiter la hausse de la température du globe bien en-dessous du seuil de +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Charbon, sables bitumineux, gaz de schiste et terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), forages en Arctique et en eaux très profondes, ces secteurs se distinguent par leurs impacts extrêmes sur le climat, l'environnement et sur les populations. Car ils sont extrêmement intensifs en carbone et émetteurs de gaz à effet de serre, il est légitime de demander aux banques de mettre dès maintenant un terme à l'ensemble des soutiens financiers qui pourraient aider le développement de ces secteurs, et d'adopter des politiques destinées en faciliter la sortie

Les banques françaises ont répondu plus ou moins favorablement aux campagnes des ONG demandant l'arrêt de leurs soutiens à ces 6 secteurs, les principales avancées se faisant sur le charbon, et d'autres à des degrés très différents sur l'Arctique, les sables bitumineux, le gaz de schiste et les terminaux GNL qui y seraient liés.

Mais un secteur a jusqu'à maintenant été totalement ignoré par les banques françaises, celui des forages en eaux très profondes. Même BNP Paribas qui a été la première banque au monde à adopter une politique couvrant les 4 autres secteurs du gaz et du pétrole n'a pas osé y toucher.

LA RAISON DE LA MODÉRA-TION DES BANQUES FRAN-ÇAISES S'APPELLERAIT-ELLE TOTAL?

Le groupe indique sur son site internet voir dans les forages en eaux profondes - soit tout forage à plus de 125 mètres de profondeur - un « réservoir de croissance ». Mais une analyse détaillée de ses prévisions de production entre 2015 et 2035, fondée sur des données Rystad², démontre bien que c'est uniquement sur les forages en eaux très profondes, à plus de 1500 mètres de profondeur que mise Total. Si le groupe prévoit de baisser de 30% sa production de pétrole en eaux profondes, il entend augmenter de 3665% celle en eaux très profondes.

AVEUGLEMENT OU HYPOCRISIE?

Alors que les réserves d'énergies fossiles déjà en exploitation contiennent assez de carbone pour nous faire dépasser les seuils de +1,5 et +2°C de réchauffement, explorer et exploiter de nouvelles réserves est strictement incompatible avec la tenue des objectifs de l'Accord de Paris auxquels Total a par ailleurs fait allégeance³.

Total se targue d'être pionnier de ce secteur dont il souhaite faire du développement une « aventure humaine, technologique et industrielle exceptionnelle »⁴. Les risques sociaux, environnementaux et économiques, tels que ceux de ses projets Guyane Maritime et Foz do Amazonas au large du Brésil, dépeignent une réalité bien plus sombre du secteur pour les travailleurs, la biodiversité marine et même pour les investisseurs.

Incompatibles avec les discours pro-climat de Total, les forages en eaux très profondes le sont également avec les positions des banques sur le climat et la biodiversité. **Or, bien que l'extraction en eaux très profondes ne représente aujourd'hui qu'une partie infime de la production totale de pétrole du groupe français, moins de 1%, elle a déjà bénéficié de 502 millions de dollars de la part des banques françaises entre 2015 et 2017⁵. Les banques n'ayant à ce jour aucune politique destinée à restreindre leurs financements aux projets et entreprises du secteur, ces financements sont amenés à croître.**

Ce briefing présente les risques que font peser les soutiens financiers à Total et aux forages en eaux très profondes. Il appelle les banques françaises à monter enfin au créneau face à une des entreprises les plus puissantes de la planète et dont la stratégie de développement massif dans les forages en eaux très profondes menace l'avenir de millions de personnes.

Plus précisément, il appelle les banques françaises à mettre un terme à tous financements dédiés aux projets de forages en eaux très profondes et à conditionner tous soutiens financiers à Total et aux autres majors gazières et pétrolières à l'arrêt de leurs projets de développement dans ce secteur et à l'adoption d'un plan d'alignement de leurs activités en ligne avec les objectifs définis dans l'Accord de Paris.

L'OFFSHORE TRÈS PROFOND

LE « RÉSERVOIR DE CROISSANCE » DE TOTAL

Quelques mois après avoir rejoint le groupe de signataires de l'Appel de Paris, et s'être ainsi engagé « à faire en sorte que le niveau d'ambition énoncé par l'Accord de Paris soit respecté voire dépassé afin de limiter la hausse de la température à moins de 2°C », Total rend public lors de son Assemblée générale annuelle de 2016 un document présentant les grandes lignes de sa stratégie climat.

Dans ce document intitulé « Intégrer le climat à notre stratégie », Total écrit que le scénario 2°C de l'AIE conduit le groupe à « intégrer le fait que le pétrole est un marché mature, voire déclinant à long terme » puisque la part du pétrole dans le mix énergétique mondial devrait passer de 31% à 25% d'ici à 2035 6

Pourtant, derrière son allégeance à l'Accord de Paris, Total prévoit une augmentation de 26% de sa production totale de pétrole. Sur son site internet, Total déclare que **« Les hydrocarbures situés en offshore profond sont devenus une ressource stratégique pour le futur énergétique ainsi qu'un enjeu majeur du renouvellement des réserves et de l'augmentation de la production »**.

Le groupe français s'enthousiasme à l'idée que selon ses études prospectives, « les grands fonds marins recèleraient près de 350 milliards de barils équivalent pétrole d'hydrocarbures, soit quelque 8 % des ressources mondiales. Et nous estimons que les deux tiers des ressources pétrolières et gazières situées en offshore profond sont encore à découvrir » ⁷.

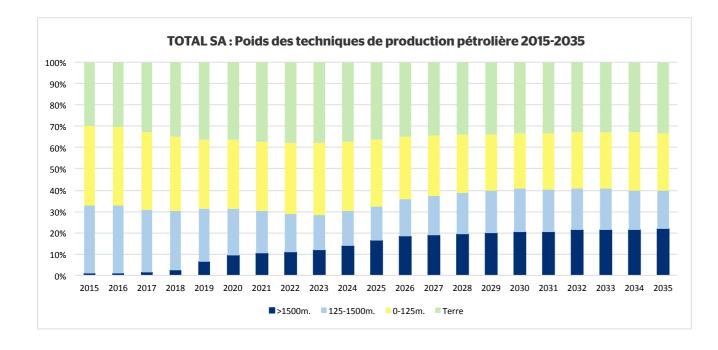
Ces réserves encore inexploitées doivent le rester, à moins que nous renonçons à limiter la hausse de la température du globe bien en-dessous de 2°C et à tendre vers 1,5°C. En effet, d'après une étude publiée par Oil Change International, consommer l'ensemble des réserves de charbon, de pétrole et de gaz déjà en exploitation causerait un réchauffement global supérieur à 2°C. Même si nous arrêtions dès aujourd'hui d'extraire du charbon, consommer ce pétrole et ce gaz nous ferait franchir le seuil de +1,5°C8.

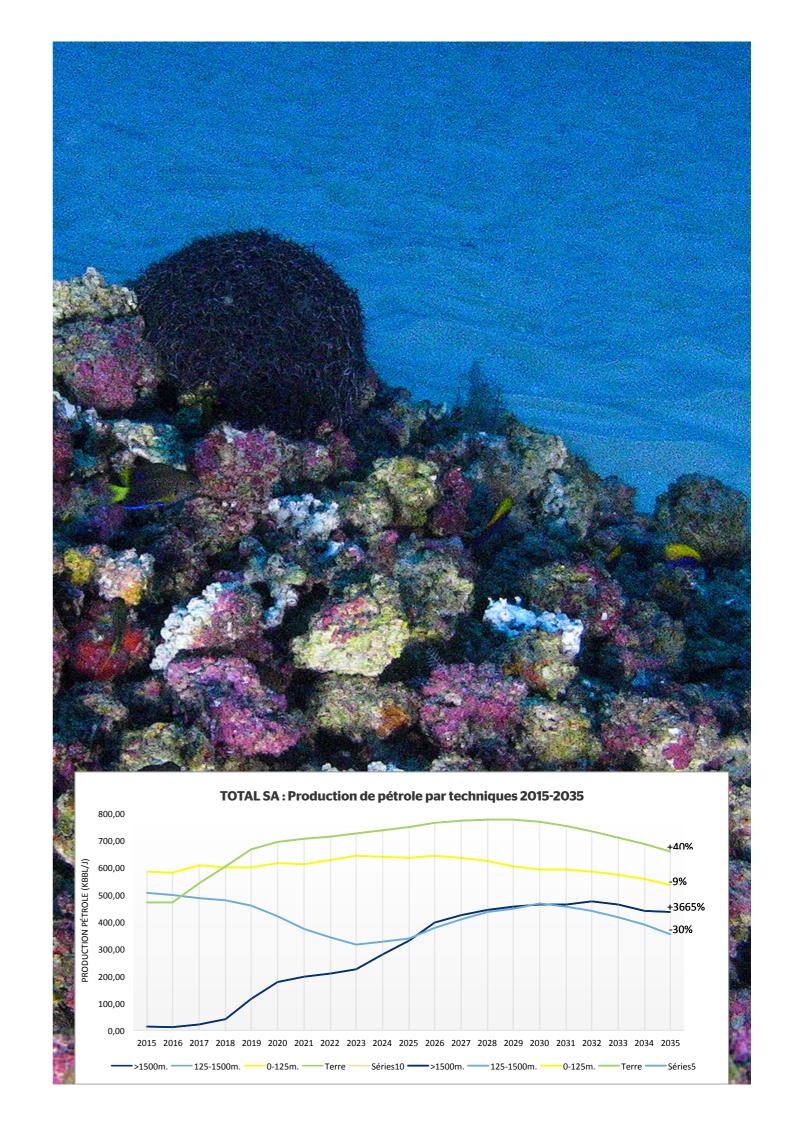
En plus de de s'arranger de ses contradictions en matière climatique, Total fait peser des risques massifs sur la biodiversité. Car lorsque Total parle d'offshore profond, il faut entendre forages en eaux très profondes et non forages en eaux profondes.

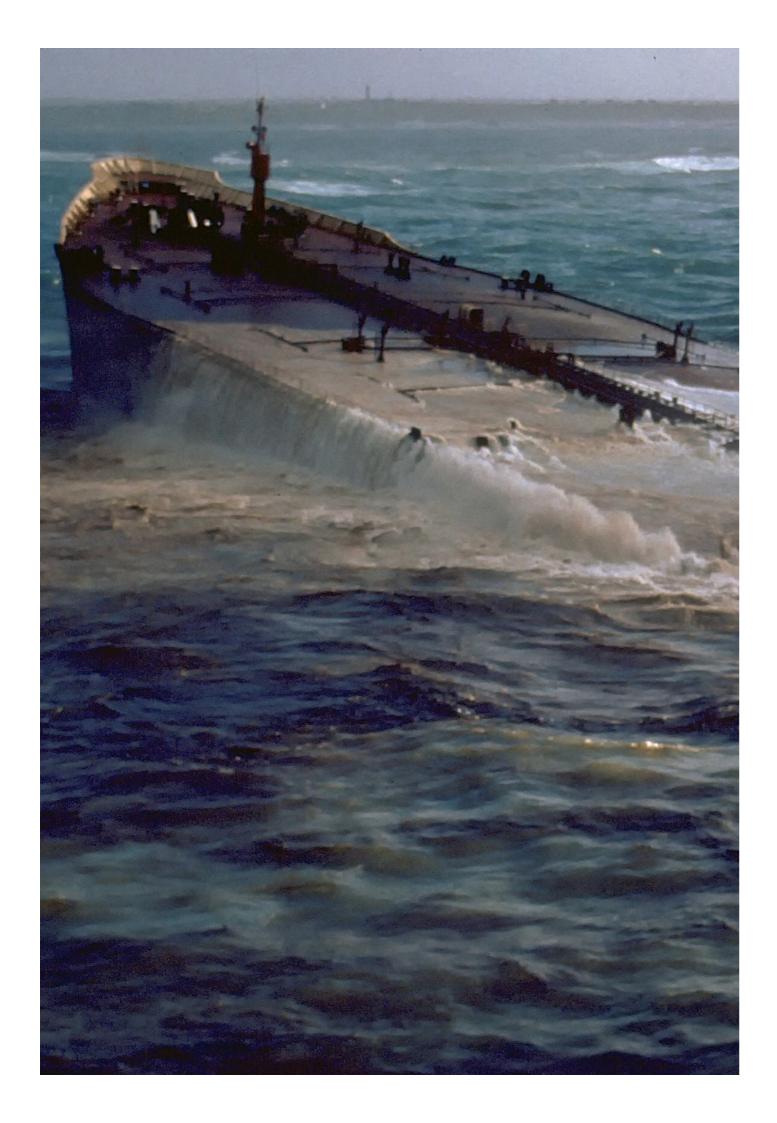
D'après des données Rystad, Total prévoit de diminuer de 30% sa production en eaux profondes entre 2015 et 2035, mais d'augmenter de 3665% sa production de pétrole en eaux très profondes avec même un pic de production à 474 barils kbbl/d en 2032, soit une hausse de plus de 4005% depuis 2015.

Aujourd'hui, si le pétrole extrait par Total grâce à cette technique représente moins de 1% de la production totale de pétrole, il en constituera près de 22% en 2035.

Cette hausse est bien supérieure à celle prévue par les autres majors du secteur pétrolier. Et alors que Total devrait maintenir une production à un niveau inférieur à celles de Petrobras et Shell, cette hausse devrait le faire passer devant BP et Statoil pourtant déjà bien plus actifs dans les forages en eaux très profondes⁹.







L'OFFSHORE TRÈS PROFOND

TOUJOURS PLUS LOIN, TOUJOURS PLUS RISQUÉ

Foz do Amazonas (Brésil), Nasua (Guyane), Kaombo (Angola), Egina (Nigéria)...Total n'a de cesse de repousser les frontières géographiques et technologiques avec des projets de plus en plus inaccessibles, de plus en plus profonds, dans des zones de plus en plus méconnues¹⁰, dont les impacts potentiels sur la biodiversité et l'environnement sont de plus en plus inquiétants.

POLLUTION : BIODIVERSITÉ ET ENVIRONNEMENT IMPACTÉS

Pollution sonore, de l'air et des eaux accompagnent ces projets, avec des impacts lourds sur la biodiversité, en particulier pour les espèces benthiques¹¹.

Les eaux dans lesquelles Total prévoit de forer au large de l'Amazone- dans la zone dite "Foz do Amazonas"abritent non seulement un récif corallien unique¹² mais sont aussi le refuge de nombreuses espèces marines dont des baleines, dauphins et tortues de mer. De même, en Guyane française, l'hypothèse que la zone d'étude du permis "Guyane Maritime" seraient une zone de mise bas et de nurserie pour plusieurs espèces de cétacés semble se confirmer.

L'exploration et l'exploitation pétrolière dans ces régions auraient un effet fortement préjudiciable sur la vie marine: perturbation des routes de migration des tortues, dégradation des fonds marins avec les gravats de forage ou encore, contamination du milieu avec les effluents ne sont que quelques exemples.

Pendant sa durée de vie opérationnelle, une seule plateforme peut polluer autant que 7000 voitures roulant plus de 80 km par jour¹³. Il a été notamment estimé que chaque année, une plate-forme offshore génère en moyenne plus de 50 tonnes d'oxydes d'azote, 11 tonnes de monoxyde de carbone, 8 tonnes de dioxyde de soufre et 38 tonnes d'hydrocarbures organiques volatils¹⁴.

MARÉE NOIRE: DES RISQUES DÉMULTIPLIÉS

Dans le cadre des activités offshore, la principale cause de marée noire est l'explosion de puits ou « blow-out ». Ces éruptions sont à l'origine des accidents de forage offshore parmi les plus graves à ce jour, tels que la catastrophe d'Ixtoc I en 1979 ou celle de Deepwater Horizon en 2010.

Or, si les incidents durant la phase exploratoire en offshore profond concernent 15% des puits, l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS) constate que la fréquence des blow-outs est six fois plus élevée pour les puits dont la profondeur est supérieure à 4500 mètres¹⁵.

En outre, la difficulté de prévenir et d'intervenir en cas d'explosion d'un puits est d'autant plus complexe que le forage est profond. La catastrophe de Deepwater Horizon¹6 nous en offre malheureusement une illustration parfaite. La marée noire aura duré plus de 3 mois, pendant lesquels près de 5 millions de barils de pétrole - soit l'équivalent de 40 Erika ou 3,5 Amoco Cadiz - ont été déversés. Une facture humaine, environnementale et financière dramatique avec un bilan de 11 morts, 200 km de côtes souillées et un coût évalué à 65 milliards de dollars¹7. Et cette facture est loin d'être définitive : les répercussions environnementales de la catastrophe continuent à faire l'objet de nombreuses études¹8.

Pour contenir une éruption dans la zone d'exploration "Foz do Amazonas", Total prévoit d'acheminer un dôme de confinement de Rio de Janeiro. Or, dix jours seraient nécessaires pour parcourir les 4000 km le séparant du port de Bélem, laps de temps pendant lequel le pétrole se répandrait dans l'océan¹⁹.

L'installation d'un dôme de confinement sur un puits de pétrole en éruption pourrait aussi constituer un défi logistique, compte tenu de conditions océanographiques particulièrement difficiles dans cette zone (forts courants, proportion importante de sédiments dans l'eau et instabilité des fonds marins).

Ces conditions extrêmes augmentent les impacts environnementaux des méthodes conventionnelles utilisées pour retirer le pétrole de la surface de la mer. Des études scientifiques, reprises dans un rapport du National Wildlife Federation²⁰ montre que le dispersant utilisé lors de la catastrophe de Deepwater Horizon peut être jusqu'à 52 fois plus toxique que le pétrole lui-même. 30 000 dauphins morts, près de 2 000 tortues, une colonie de corail ravagée à 11 km du puit...la liste des impacts de la marée noire sur la faune, 3 ans après l'accident, ne cesse de s'aggraver.

L'OFFSHORE TRÈS PROFOND

LES BANQUES FONT LE PLEIN DE TOTAL

Agricole et Société Générale, comptent parmi les plus gros financeurs de l'offshore très profond.

Entre 2015 et 2017, BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et Natixis ont accordé 5,3 milliards de dollars de financements aux activités pétrolières en offshore très profond des 30 entreprises disposant le plus de réserves pétrolières en eaux très profondes²¹, dont 502 millions de dollars à celles de Total.

Total occupe une place prédominante dans les financements des banques françaises à l'offshore très profond.

Top 30 des financeurs des activités pétrolières en offshore très profond 2015-2017

profoliu 2015-2017		
Banques	En millions de dollars	Classement
JPMorgan Chase	6 870	1
HSBC	4 827	2
Bank of America	4 542	3
Citi	4 479	4
Morgan Stanley	3 236	5
Deutsche Bank	3 206	6
Santander	2 623	7
Barclays	2 444	8
BNP Paribas	1991	9
Société Générale	1 913	10
Mizuho	1845	11
MUFG	1770	12
ICBC	1668	13
Goldman Sachs	1425	14
Crédit Agricole	1116	15
Bank of China	1088	16
SMFG	840	17
Standard Chartered	839	18
UBS	694	19
UniCredit	613	20
Credit Suisse	576	21
ING	479	22
Agricultural Bank of China	396	23
Scotiabank	316	24
RBS	305	25
RBC	292	26
China Construction Bank	280	27
Wells Fargo	275	28
BPCE/Natixis	272	29
Westpac	133	30
TOTAL	51 353	

Source: Bloomberg via Rainforest Action Network

Les banques françaises, et en particulier BNP Paribas, Crédit Cela est particulièrement vrai pour Société Générale et Crédit Agricole qui comptent parmi les cinq premiers financeurs des activités en eaux très profondes de Total alors qu'elles ne sont que les dixième et quinzième financeurs du secteur au niveau international.

> Avec 202 millions de dollars de financements, Société Générale fournit à elle seule 9% des soutiens financiers globaux alloués aux activités de Total dans les eaux très profondes et 41% des soutiens provenant des banques françaises.

> Les banques n'ayant à ce jour aucune politique destinée à restreindre leurs financements aux projets et entreprises du secteur, ces financements sont amenés à croître. Les risques économiques et financiers ne sont pourtant pas absents. Au contraire, une étude par Carbon Tracker²² montre que la rentabilité du secteur est très incertaine : la haute technicité des forages en eaux très profondes implique que toute complication augmente rapidement les coûts, et la rentabilité du secteur devrait aussi être rapidement attaquée par le développement des réalementations climatiques et environnementales, des risques juridiques et la baisse de la demande.

très profond de Total 2015-2017		
Banques	Financements à Total	
	En millions de dollars	Classement
Barclays	294	
HSBC	269	2
Citi	227	3
Société Générale	202	4
Crédit Agricole	152	5
JPMorgan Chase	130	6
Deutsche Bank	122	7
BNP Paribas	109	8
Goldman Sachs	91	g
Credit Suisse	91	10
Bank of America	91	1
Morgan Stanley	84	12
RBC	77	13
SMFG	54	14
UniCredit	48	15
BPCE/Natixis	38	16
Santander	38	17
UBS	25	18
ING	18	19
Scotiabank	15	20
TOTAL	2175	

Source: Bloomberg via Rainforest Action Network

TOTAL HORS D'ATTEINTE: QUAND LES BANQUES SE PLIENT DEVANT LES **MAJORS**

L'urgence climatique impose au secteur financier de se positionner vis-à-vis des industriels des énergies du globe. Ces dernières années, un nombre croissant de banques privées et publiques, d'assureurs et d'investisseurs ont pris des engagements en matière de désinvestissement.

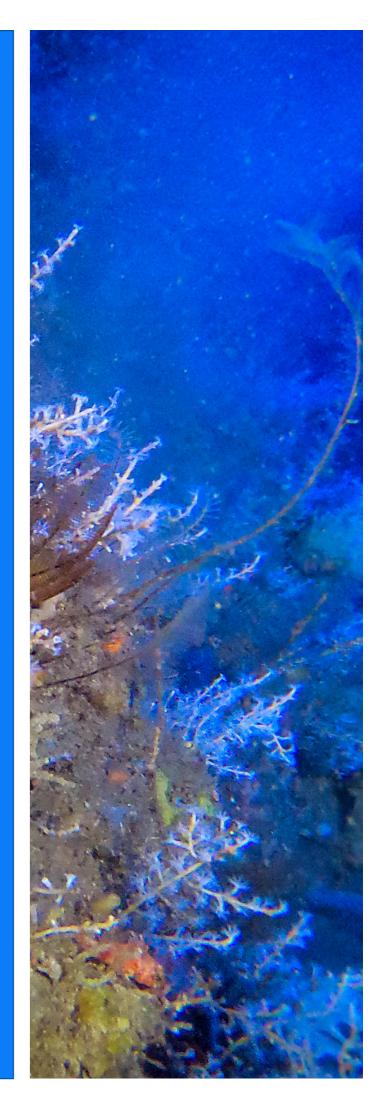
Si la majeure partie de ces mesures a d'abord porté sur le secteur du charbon, elle s'étend désormais au secteur gazier et pétrolier. Deux exemples emblématiques de 2017 : l'arrêt des soutiens de BNP Paribas aux projets transformation des gaz et pétrole de schiste, des sables entreprises dont une part significative des activités est fondée sur ces secteurs²³; et l'arrêt des financements de la Banque Mondiale aux projets d'exploration et de production gazières et pétrolières²⁴.

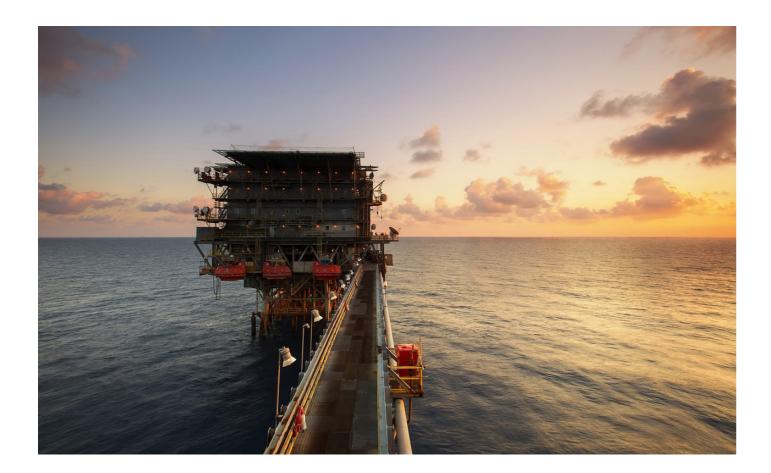
Ces mesures témoignent d'une reconnaissance croissante au sein du secteur financier qu'il n'est plus possible d'étendre la frontière des énergies fossiles et qu'il est impératif que l'augmentation des financements et investissements au « vert » - à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables - s'appuie sur un arrêt

Cependant, rares sont les investisseurs et acteurs financiers prêts à prendre des mesures concrètes sur ces entreprises restent hors d'atteinte des politiques adoptées par les banques françaises sur les secteurs du charbon, des sables bitumineux et pour les forages

des projets de production que les entreprises dont les réserves de sables bitumineux représentent plus de 30% de leurs réserves totales, un seuil bien supérieur au 6.5% valable pour Total.

Si BNP Paribas et Société Générale²⁵ ont également pris des engagements sur les entreprises actives en entreprises dont plus de 30% et 50% des réserves se situent en Arctique. Bien que Total compte parmi les 15 premières entreprises au monde en termes de réserves pétrolières en Arctique, le groupe français ne sera donc pas inquiété puisque ses réserves ne représente que 0.75% de ses réserves totales.





CONCLUSION

par les acteurs financiers de politiques couvrant les majors gazières et pétrolières. À défaut de les exclure de tout soutien, il est urgent de développer une stratégie d'engagement robuste auprès d'elles. Une des priorités : les pousser à renoncer à entreprendre de nouveaux projets de forages en offshore très profond et d'énergies fossiles extrêmes.

Total, comme BP, Shell et Statoil, fait partie des entreprises du secteur énergétique concernées par l'initiative Climate Action 100+, l'initiative d'engagement la plus large jamais menée par les investisseurs (300 investisseurs détenant autour de 30 000 émettrices en CO2 au niveau mondial²⁶. Lancée à l'occasion du One Planet Summit en décembre 2017, elle regroupe un grand nombre d'investisseurs, dont les branches de gestion d'actifs de BNP Paribas, Crédit Agricole et Natixis.

Que ce soit à travers cette initiative ou de manière bilatérale, une stratégie d'engagement doit, pour être efficace, se fonder sur des demandes précises, datées et corrélées à des actions connues au préalable de la part des entreprises en cas d'échec de la stratégie d'engagement.

Aucune transition énergétique ne sera possible sans l'adoption S'en tenir à demander une évaluation de l'exposition aux risques climatiques et une reconnaissance de l'objectif de 2°C n'est clairement pas une option dans le contexte d'urgence climatique. Comme le démontre le rapport « Intégrer le climat à notre stratégie » de Total publié en 2017, publié en réaction à la pression d'investisseurs, de telles demandes peuvent conduire à des exercices de communication vides d'implication.

Si tout reporting climat doit être aligné sur les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures, il doit surtout venir en complément d'un arrêt immédiat de l'ouverture de nouveaux projets d'énergies fossiles, à commencer milliards de dollars d'actifs) ciblant les 160 entreprises les plus par les projets en eaux très profondes, et d'un engagement à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris. Cet engagement doit être suivi de la publication d'ici deux ans d'un plan d'actions détaillé et corrélé à des indicateurs fondés sur la science climatique afin d'en évaluer la progression annuelle. Ce plan doit porter à la fois sur les actions menées par Total pour réduire son exposition aux fossiles ainsi que sur celles destinées au développement d'alternatives zéro carbone soutenables.

> C'est sur de telles demandes que doit se faire l'engagement des banques auprès de Total. De plus, les banques doivent s'engager à prendre des mesures de restrictions de leurs soutiens et à les rendre de plus en plus strictes en cas d'échec de la stratégie d'engagement²⁷

CRÉDITS

Rédaction : Lucie Pinson (Les Amis de la Terre France), Florence de Bonnafos (Greenpeace France)

Maquette: Edouard Marchal - edwarden.fr

Crédits photos: Amoco Cadiz, GreenPeace, Guillaume DELEBARRE, pexels, quino-al

Date de publication : juillet 2018



La fédération des Amis de la Terre France est une association de protection de l'Homme et de l'environnement. à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial - Les Amis de la Terre International - présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale



Greenpeace est un réseau international d'organisations indépendantes qui agissent selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, la biodiversité et promouvoir la paix. Greenpeace est présente dans 55 pays grâce à ses 28 bureaux nationaux/régionaux et à ses trois bateaux. L'organisation s'appuie sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagé-e-s pour construire un monde durable et équitable. Greenpeace compte plus de trois millions d'adhérent-e-s et plus de 36 000 bénévoles à travers le monde.

NOTES

- ¹ «Offshore profond: un réservoir de croissance», vu le 22 mai 2018 www.total.com/fr/dossiers/offshore-profond-un-reservoir-de-crois-
- ² Sauf indication contraire, toutes les données concernant l'exposition pétrolière de Total datent de mai 2018 et ont été fournies aux auteurs par Oil Change International. Rystad Energy AS est un cabinet de conseil et de veille économique indépendant spécialisé sur les secteurs gazier et pétrolier, notamment sur la collecte de données. www.rystadenergy.com
- ³ Paris Pledge for Action <u>www.parispledgeforaction.org</u>
- ⁴ Total, «Offshore profond: un réservoir de croissance», vu le 22 mai 2018 www.total.com/fr/dossiers/offshore-profond-un-reservoir-de-
- ⁵ Toutes les données financières proviennent de Bloomberg Finance L.P., via Rainforest Action Network. Chaque transaction est pondérée en fonction du poids d'un secteur (forages en eaux profondes. Arctique, sables bitumineux) dans les activités d'un émetteur. L'ajustement se fonde sur la part des réserves détenues dans un secteur par rapport aux réserves totales du groupe. Les critères d'ajustement ont été évalués par la firme Profundo. Pour une explication complète, voir www.ran.org/bankingonclimatechange2018
- ⁶ Total, «Intégrer le climat à notre stratégie», pages 7 et 24. www.total. com/sites/default/files/atoms/files/integrer le climat a notre strate-
- ⁷ Total, «L»offshore profond: des ressources stratégiques pour le futur énergétique», vu le 22 mai 2018 www.total.com/fr/news/ loffshore-profond-des-ressources-strategiques-pour-le-futur-energetique?folder=7737
- 8 Oil Change International, The Sky's Limit, September 2016, priceofoil.org/content/uploads/2016/09/OCI the skys limit 2016 FINAL 2.
- 9 Total produisait 12 kbbl/d en 2015, bien moins que Statoil, Shell, BP et Petrobras, respectivement à 118, 220, 226, 617 kbbl/d. Cependant, si Total prévoit une augmentation de 3665% entre 2015 et 2035, ces entreprises misent elles sur une croissance de 146% (Statoil), 193% (Shell), 86% (BP) et 159% (Petrobras). Total atteindrait 435kbbl/d en 2035 contre pour ces entreprises 289 (Statoil), 646 (Shell), 419 (BP), et 1595 (Petrobras); d'après des données Rystad.
- ¹⁰ L'autorité environnementale française souligne, à cet égard, dans son avis délibéré « sur les travaux d'exploration pétrolière sur la zone de Nasua », un niveau de connaissance des milieux marins d'autant plus faible qu'ils se situent au-delà du plateau continental. www. cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/180530 - forages total guyane 973 - delibere cle548236-
- https://www.greenpeace.fr/espace-presse/coup-dur-total-greenpeace-prouve-recif-de-lamazone-setend-jusqua-linterieur-de-blocs-

- ¹² Qui vivent en étroite relation avec les fonds marins
- ¹³ INERIS Rapport d'étude-Les enseignements de l'accidentologie liée à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - 7 mai 2015 www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/drs-15-149641-02735a-rpt-forages-rexaccidents-unique-1432733079.pdf
- www.nouvelobs.com/planete/20130225.OBS9971/bp-la-mareenoire-du-golfe-du-mexique-en-15-chiffres.html
- www.iadc.org/archived-2014-osc-report/response/stemmi-<u>ng-the-flow-capping-stack.html; https://www.greenpeace.fr/</u>
- <u>forages-petroliers-lembouchure-de-lamazone-risque-inacceptable/</u> www.challenges.fr/finance-et-marche/bp-la-facture-de-deepwaterdepasse-les-65-milliards-de-dollars_560478
- www.cite-sciences.fr/fr/ressources/science-actualites/detail/news/ deepwater-horizon-une-pollution-tapie-dans-les-fonds-marins/?tx news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&cHash=bfa0b670470b8abc2aef70bb73447cfa
- www.nwf.org/~/media/PDFs/Wildlife/2013_NWF_Restoring Gulf Report FINAL.pdf
- ⁹ Les montants correspondent aux financements accordés entre 2015 et 2017 aux 30 entreprises détenant le plus de réserves eaux très profondes. La liste complète de ces entreprises est disponible à www.ran.org/bankingonclimatechange2018.
- ²⁰ BNP Paribas, Politique sectorielle pétrole et gaz non conventionnels. group.bnpparibas/uploads/file/rse politique sectorielle petrole et gaz non conventionnels 19 12 2017 v standardise.pdf
- ²¹ Le Monde, "La Banque mondiale ne financera plus les industries gazière et pétrolière après 2019", 12 décembre 2017. https:// www.lemonde.fr/one-planet-summit/article/2017/12/12/la-banquemondiale-ne-financera-plus-les-industries-gaziere-et-petroliereapres-2019 5228546 5226321.html
- ²² Société Générale, Politique sectorielle pétrole et gaz, mai 2018. www.societegenerale.com/sites/default/files/2018/politique sectorielle petrole et gaz.pdf
- ²³ Climate Action 100+. http://www.climateaction100.org/
- ²⁴ Un manquement à mettre un terme à l'ouverture de nouveaux projets en eaux très profondes, et à s'engager à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris en l'espace de six mois doit être suivi d'une suspension de tout nouveau soutien financier et un même manquement en l'espace d'un an doit être suivi d'un désinvestissement. Des délais de 6 mois et un an doivent être aussi suivis en cas de non publication après deux ans d'engagement d'un plan d'action détaillé et corrélé à des indicateurs fondés sur la science climatique.



Pour atténuer les risques climatiques et financiers associés aux forages en eaux très profondes, les banques et autres financiers doivent adopter une politique publique gaz et pétrole actant

NOS **DEMANDES**

- 1. L'ARRÊT DE TOUT FINANCEMENT DÉDIÉ AUX PROJETS DE FORAGES EN EAUX TRÈS PROFONDES.
- 2. L'ARRÊT DE TOUT SOUTIEN FINANCIER AUX ENTREPRISES AYANT UNE PART SIGNIFICATIVE DE LEURS ACTIVITÉS DANS LES FORAGES EN EAUX TRÈS PROFONDES.
- 3. L'ADOPTION D'UNE STRATÉGIE D'ENGAGEMENT ROBUSTE AUPRÈS DES MAJORS GAZIÈRES ET PÉ-TROLIÈRES, CONDITIONNANT LE MAINTIEN DE LEURS SOUTIENS FINANCIERS À :
- a/ un arrêt immédiat de l'ouverture de nouveaux projets en eaux très profondes ;
- b/ un engagement immédiat à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris.
- c/ la publication en l'espace de deux ans d'un plan d'action d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris.